

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Meurthe et Moselle

Association

**Conseil départemental -48 Esplanade Jacques Baudot – Rue du Sergent Blandan
54000 NANCY
SIREN 320 031 701**

Mesdames et Messieurs les Membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Meurthe et Moselle » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessous, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Règles et Méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable liée à la première application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nancy, le 18 mai 2026

BATT AUDIT

Charlotte GENATIO



Commissaire aux Comptes

	Valeur au 31/12/2025			% de l'actif	Valeur au 31/12/2024	% de l'actif
	brute	amort. & dépréc.	nette			
Frais d'établissement						
Immobilisations incorporelles						0,04
Frais de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences,	19 345,27	19 345,27			630,00	
Autres immobilisations incorporelles						
Immob. incorp. en cours, av. acptes						
Immobilisations corporelles				0,95		1,01
Terrains						
Constructions						
Inst. techniques, matériel et outillages ...	4 033,20	4 033,20				
Autres immobilisations corporelles	126 763,90	114 379,68	12 384,22		14 987,52	
Immob. corp. en cours, av. acptes						
Biens reçus legs /donat. dest. être cédés						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des particip.						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	150 142,37	137 758,15	12 384,22	0,95	15 617,52	1,05
Stocks et en-cours						
Créances				4,03		0,35
Créances Clients, usagers et cptes ratt.						
Créances reçues par legs ou donations						
Autres créances	51 806,16		51 806,16		2 904,25	
Charges constatées d'avance	692,00		692,00		2 317,00	
Valeurs mobilières de placement					800 000,00	54,01
Instr. financiers à terme, jetons détenus						
Disponibilités	1 236 465,20		1 236 465,20	95,01	660 459,34	44,59
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	1 288 963,36		1 288 963,36	99,05	1 465 680,59	98,95
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement emprunts (IV)						
Écarts de conversion diff. éval. - Actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	1 439 105,73	137 758,15	1 301 347,58	100	1 481 298,11	100

	Valeur au 31/12/2025	% du passif	Valeur au 31/12/2024	% du passif
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves		25,21		22,15
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité	328 086,00		328 086,00	
Autres réserves				
Report à nouveau	476 642,21	36,63	476 742,69	32,18
Excédent ou déficit de l'exercice	-156 344,70	-12,01	-100,48	-0,01
Situation nette (sous-total)	648 383,51	49,82	804 728,21	54,33
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL DES FONDS PROPRES (I)	648 383,51	49,82	804 728,21	54,33
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)				
Provisions pour risques			50 000,00	3,38
Provisions pour charges	100 772,99	7,74	286 314,06	19,33
TOTAL DES PROVISIONS (III)	100 772,99	7,74	336 314,06	22,70
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	30 555,50	2,35	23 051,58	1,56
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	521 635,58	40,08	317 204,26	21,41
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES (IV)	552 191,08	42,43	340 255,84	22,97
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)	1 301 347,58	100	1 481 298,11	100

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation				
Cotisations	86 559,62	80 948,40	5 611,22	6,93
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de services	7 035,28	12 127,90	-5 092,62	-41,99
<i>dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	634 041,20	699 867,71	-65 826,51	-9,41
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	33 541,07	11 860,07	21 681,00	182,81
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corp.				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	6 616,87		6 616,87	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	767 794,04	804 804,08	-37 010,04	-4,60
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes	139 711,08	102 482,51	37 228,57	36,33
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	55 965,99	74 211,98	-18 245,99	-24,59
Salaires	652 931,83	668 056,30	-15 124,47	-2,26
Cotisations sociales	299 831,58	309 551,44	-9 719,86	-3,14
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 957,25	11 591,35	-5 634,10	-48,61
Dotations aux provisions		10 795,84	-10 795,84	-100,00
Valeur comptable des immobs. incorp. et corp. cédées				
Report des fonds dédiés				
Autres charges	1,61	4,69	-3,08	-65,67
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 154 399,34	1 176 694,11	-22 294,77	-1,89
1-RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-386 605,30	-371 890,03	-14 715,27	-3,96

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilière et créances actif immobilisé	2 691,07	3 138,80	-447,73	-14,26
Autres intérêts et produits assimilés	32 109,53	38 608,75	-6 499,22	-16,83
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits de cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	34 800,60	41 747,55	-6 946,95	-16,64
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilés				
Différences négatives de change				
Valeur comptable des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
2-RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	34 800,60	41 747,55	-6 946,95	-16,64
3-RÉSULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-351 804,70	-330 142,48	-21 662,22	-6,56
Produits exceptionnels (V)	202 000,00	333 000,00	-131 000,00	-39,34
Charges exceptionnelles (VI)				
4-RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	202 000,00	333 000,00	-131 000,00	-39,34
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6 540,00	2 958,00	3 582,00	121,10
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	1 004 594,64	1 179 551,63	-174 956,99	-14,83
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	1 160 939,34	1 179 652,11	-18 712,77	-1,59
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-156 344,70	-100,48	-156 244,22	
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NATURE				
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NAT.				
TOTAL	-156 344,70	-100,48	-156 244,22	



ANNEXE COMPTABLE



Yzico.fr



L'objet social de l'entité est :

développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement; le caue contribue directement ou indirectement à la formation et au perfectionnement des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction .

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées sont :

le conseil , l'information , la sensibilisation gratuite à destination des particuliers et des collectivités dans les domaines de l'architecture , de l'urbanisme et de l'environnement.

Les moyens mis en oeuvre sont :

consultations, conférences, ateliers, publications, stages de formation et perfectionnement, visites de chantier, visites d'espaces publics.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat clos le 31/12/2025 est de 1 301 347,58 Euros. Le compte de résultat de l'exercice dégage une perte de -156 344,70 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Par ailleurs, nous apportons le complément d'informations suivant :

Provision pour aléas de recettes:

le montant est nul au 31 décembre 2025; cette provision a été constituée de 2006 à 2018 pour faire face à des aléas de recettes, cette année compte tenu de la baisse des recettes
une reprise de 152.000 euros a été constituée en produits exceptionnels .

engagements de retraite :

un calcul effectué de l'engagement de retraite prévoit 100.772.99 dette actuarielle compte tenu de l'application de la convention collective aditig bien qu'elle ait été dénoncée .

taux d'actualisation 0.98

Table de mortalité : INSEE 2024

aucun turn over

taux de progression 3.92 %

age de départ en retraite 64 ans

une reprise de 33.541.07a été comptabilisée .

Provision pour risques:

une provision d' une somme de 50.000 euros dans le cadre d'une restructuration a été reprise en totalité le montant est nul au 31/12/2025.

.Autre information :

La loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit en son article 20 d'indiquer le montant global des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés de l'association.

Ainsi il est indiqué que les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles de l'association CAUE n'ont perçu aucune rémunération au cours de l'exercice 2025

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : image fidèle, comparabilité et continuité de l'exploitation, régularité et sincérité, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

INTRODUCTION

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, amendé par le règlement n° 2018-06.

L'application du règlement de l'ANC 2022-06 sur la modernisation des états financiers, entraîne un changement de méthode comptable.

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, l'entreprise applique le règlement **ANC 2022-06** du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, homologué le 30 décembre 2023.

Conformément aux dispositions du Plan comptable général, cette première application constitue un **changement de méthode comptable** résultant d'une évolution de la réglementation.

Ce règlement modifie notamment :



-la **définition et le périmètre du résultat exceptionnel** ;
 -la **suppression de la technique des transferts de charges** ;
 -la **nomenclature et le plan de comptes** applicables ;
 -les **modèles de présentation du bilan, du compte de résultat et des informations en annexe**.
 Conformément à l'application **prospective** prévue par le règlement, **aucun retraitement du résultat de l'exercice 2024** n'a été opéré.
 Les reclassements ne sont pas significatifs

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Évaluation des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de : leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement) et des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Évaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement).

Traitement des amortissements des biens non décomposables

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Traitement des amortissements pour dépréciation

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif.

Durée d'utilisation ou d'usage en fonction de la nature des immobilisations

	Durée d'utilisation (en années)	Fourchette des durées
Installations techniques		10
Matériels outillages		5
matériel informatique		3 À 5
meublier		10
logiciels		1

CRÉANCES - DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

SUBVENTIONS

Traitement des subventions

Les subventions sont comptabilisées en produits.

COTISATIONS

Informations concernant la comptabilisation des cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'émission de l'appel. En effet, l'association pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Informations concernant la comptabilisation des contributions volontaires



Aucune contribution n'est comptabilisée sur cet exercice.

contribution volontaire:

comme chaque année, le Conseil Général met gratuitement à la disposition du CAUE les locaux nécessaires à son activité; aucune charge locative (eau, électricité, loyer, impôt locatif....) n'est comptabilisée.



TABEAU DES IMMOBILISATIONS

	V. brute des immobs début d' exercice	Augmentation	
		suite à rééval.	acquisition
Immobilisations incorporelles			
Autres immobilisations incorporelles	19 345,27		
TOTAL	19 345,27		
Immobilisations corporelles			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	4 033,20		
Matériel de bureau, informatique & mobilier	124 039,95		2 723,95
TOTAL	128 073,15		2 723,95
TOTAL GENERAL	147 418,42		2 723,95

	Diminution		Valeur brute des immobs fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
	par virt poste	par cession		
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles			19 345,27	
TOTAL			19 345,27	
Immobilisations corporelles				
Inst. techniques, matériel et outillages indust.			4 033,20	
Matériel de bureau, informatique & mobilier			126 763,90	
TOTAL			130 797,10	
TOTAL GENERAL			150 142,37	

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Durée util., taux d'amort., fourchette	Mode d'amort.	Amort. cumulés début exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amort. cumulés fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Autres immobs incorporelles			18 715,27	630,00		19 345,27
TOTAL			18 715,27	630,00		19 345,27
Immobilisations corporelles						
Inst. tech., mat. et out. industriels			4 033,20			4 033,20
Matériel de bureau, informatique			109 052,43	5 327,25		114 379,68
TOTAL			113 085,63	5 327,25		118 412,88
TOTAL GENERAL			131 800,90	5 957,25		137 758,15

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif circulant			
Débiteurs divers	51 806,16	51 806,16	
Charges constatées d'avance	692,00	692,00	
TOTAL	52 498,16	52 498,16	

ASS CAUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montant
Exploitation	692,00
TOTAL	692,00

PRODUITS À RECEVOIR

	Montant
Autres créances	51 444,00
TOTAL	51 444,00



ASS CAUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Montant
Origines	
Report à nouveau de l'exercice précédent	-2 062,22
Résultat de l'exercice précédent	-100,48
TOTAL	-2 162,70
Affectations	
Report à nouveau	-2 162,70
TOTAL	-2 162,70



ASS CAUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	328 086,00				328 086,00
Report à nouveau	476 742,69	100,48		100,48	476 742,69
Excédent ou déficit de l'exercice	-100,48	100,48			
TOTAL	804 728,21	200,96		100,48	804 828,69



TABEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisée	Non utilisée	
Provisions pour litiges	50 000,00		50 000,00		100 772,99
Prov. pour pensions et obligations similaires	134 314,06		33 541,07		
Autres provisions pour risques et charges	152 000,00		152 000,00		
TOTAL	336 314,06		235 541,07		100 772,99
Dont dotations & reprises d'exploitation			33 541,07		
Dont dotations & reprises exceptionnelles			202 000,00		

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	30 555,50	30 555,50		
Personnel et comptes rattachés	46 949,92	46 949,92		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	84 147,86	84 147,86		
Impôts sur les bénéfices	6 540,00	6 540,00		
Autres impôts et taxes assimilées	380 376,80	380 376,80		
TOTAL	548 570,08	548 570,08		



ASS CAUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025**CHARGES À PAYER**

	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 218,08
Dettes fiscales et sociales	448 743,39
TOTAL	461 961,47



TABLEAU DE RÉPARTITION PAR AUTORITÉS ADMINISTRATIVES

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autre	Total
Subventions d'exploitation	51 369,00	33 423,00	200 000,00		349 249,00	634 041,00
TOTAL	51 369,00	33 423,00	200 000,00		349 249,00	634 041,00

ASS CAUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Montant N	Montant N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	7 980,00	4 800,00
TOTAL	7 980,00	4 800,00



EFFECTIFS MOYENS

	31/12/2025	31/12/2024
Ingénieurs et cadres	9,00	12,00
PERSONNEL SALARIÉ	9,00	12,00